

Les femmes et LA crise de LA civilisation

vendredi 16 octobre 2009, par [Hall, O'MALLEY Philomena](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2009).

La convergence des différents aspects de la crise globale du capitalisme aujourd'hui nous confirme dans l'idée que nous sommes face à des crises économiques, écologiques et sociales systémiques qui en se combinant produisent une crise de civilisation.

Dans cet article nous voulons montrer les façons dont cette crise concerne plus particulièrement les femmes.

Cette contribution, issue du séminaire femmes tenu à l'IIRE en juillet 2009, est soumise à la discussion du Congrès mondial de la Quatrième Internationale par Hall (Commission de Recours, Grande-Bretagne) et Philomena (Comité International, France).

Sommaire

- [Les femmes et le changement](#)
- [Les femmes et la crise économi](#)
- [Les femmes et les Services](#)
- [Les femmes et la migration](#)
- [Idéologie](#)
- [La violence](#)

Avant le début de la crise, les femmes étaient déjà les plus mal loties, il n'est donc pas surprenant que nous ressentions plus fortement les effets de ces désastres. Malgré les avancées grâce aux luttes des femmes, leur position de subordination sur le marché du travail reste le reflet de la division sexuelle du travail et du statut inférieur des femmes à l'intérieur de la famille capitaliste patriarcale. La famille, combinée avec le système d'éducation, continue à reproduire l'idée que les femmes sont fondamentalement inférieures aux hommes - ou qu'elles ont au mieux une autre vocation en étant les soignantes aussi bien des enfants que des personnes âgées - et c'est sur cette idée que l'État revient pour tailler dans les services publics. La famille reste le lieu principal de la violence et de la répression contre les femmes.

Et on peut en être certain, ce qui est testé aujourd'hui sur elles pour que les capitalistes n'aient pas à payer pour la crise, sera imposé demain à toute la classe ouvrière, comme nous l'avons vu dans beaucoup d'autres exemples, en particulier avec le temps partiel.

En réponse à cette situation, nous devons tenir compte de l'oppression spécifique des femmes dans nos revendications, en tant qu'organisation politique, et dans les mobilisations. Cela veut dire que nous mettrons en avant dans certains cas des demandes spécifiques les concernant (par exemple, l'avortement, des droits à la retraite) mais aussi que nous tiendrons compte de leur point de vue

dans tout ce que nous disons.

Si par exemple, la revendication d'une diminution du temps de travail par jour/semaine est dans l'intérêt des salarié-e-s, elle est particulièrement importante pour les femmes ayant une double journée de travail. Un autre exemple : en conséquence de la crise financière, nous mettons en avant la nationalisation des banques, bien que nous sachions que la crise économique n'est pas uniquement une crise bancaire. Mais les femmes, étant une des parties les plus pauvres de la classe travailleuse, sont particulièrement frappées par l'augmentation des taux d'intérêt et la limitation des facilités de crédit.

Le contexte dans lequel nous formulons ces demandes est évidemment différent selon les pays et ces revendications doivent répondre aux réalités concrètes dans lesquelles nous travaillons. Le programme développé par les camarades belges lors des élections européennes de 2009 « Une Europe écosocialiste sera féministe ou ne sera pas » en est un bon exemple.

Les femmes participent à la résistance aux attaques et à la lutte pour créer un autre monde écosocialiste et féministe qui devient de plus en plus nécessaire dans notre quotidien. Pour réussir cela, leur auto-organisation sera décisive. Les avancées réalisées par celles de l'Équateur dans l'Assemblée Constituante et la campagne contre la dette publique, ne constituent pas des faveurs accordées par Correa, elles sont le résultat de l'auto-organisation des femmes ce qui a créé un rapport de forces permettant de gagner.

Les femmes et le changement climatique

La majorité des femmes des pays du Sud vivent dans la pauvreté et l'inégalité, et ce sont elles qui sont frappées les premières par la crise climatique, provenant des émissions produites principalement par les pays du Nord. Quatre-vingt pour cent du 1,3 milliard de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde sont des femmes.

Dans le Sud, les femmes produisent 80% de la nourriture. La désertification, la perte de ressources en eau, etc., ont un impact énorme sur leur vie quotidienne. Quand les gens sont obligés de partir parce que l'endroit où ils vivent ne produit plus de nourriture à cause du changement climatique, ce seront les femmes et leurs enfants qui formeront la majorité des personnes déplacées.

Un rapport publié par Oxfam en juin 2009, « The Winds of Change : Climate change, poverty and the environment in Malawi » (Les vents du changement : changement climatique, pauvreté et l'environnement au Malawi) explique que les femmes sont les premières victimes du changement climatique à cause des rôles multiples qui sont les leurs en tant que paysannes, productrices de nourriture, d'eau et de bois de chauffage, et s'occupant des enfants. Le rapport explique également que celles du Malawi n'ont aucun pouvoir sur la prise des décisions et que le changement climatique accentue les inégalités. Il explique en plus que l'aggravation de la pauvreté augmentera la pression sur elles afin qu'elles se prostituent pour obtenir de la nourriture, ce qui à son tour augmentera le risque de contamination par le virus du SIDA. L'augmentation des infections par le virus, à son tour, affaiblira la capacité des populations de résister au chaos climatique.

En 2008, le nombre de personnes mal nourries a augmenté de 800.000 pour atteindre le chiffre global de plus de 1 milliard. En même temps, on voit réapparaître des maladies comme le choléra, maladie parfaitement évitable, mais qui surgit de nouveau dans cette crise de civilisation.

Le combat des femmes pour avoir accès à une éducation publique et des soins de santé gratuits, y compris l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle, est un élément essentiel pour lutter

contre la crise climatique dans le sud. Elles sont souvent à l'avant-poste des campagnes pour défendre et élargir ces droits essentiels.

La réponse néo-malthusienne à la crise climatique prétend qu'il y a trop de monde sur la planète, elle cherche à limiter le droit des femmes à disposer de leur corps, c'est une réponse raciste car la croissance démographique est plus importante dans les pays du sud. Nous luttons pour l'élargissement des droits des femmes concernant le contrôle de leur fécondité et en même temps nous luttons pour l'éradication de la pauvreté, seul moyen pour que la pression démographique dans les communautés diminue. Nous luttons également contre le consumérisme capitaliste, une consommation de produits sans valeur d'usage et nocives pour l'environnement.

L'impact croissant de l'agrobusiness, la production d'agrocarburants et la vente de terres aux multinationales pour continuer à extraire du pétrole et d'autres richesses, sont à l'origine d'une perte de terre et d'autonomie pour les petits producteurs, dont une majorité sont des femmes, souvent de communautés indigènes. Les pesticides détruisent la production bio des petits producteurs.

Les femmes indigènes et les femmes paysannes sans terre jouent un rôle central dans la défense des écosystèmes forestiers contre les gouvernements qui veulent les vendre aux plus offrants et aux multinationales souhaitant les utiliser pour produire des agrocarburants et pour en extraire d'autres richesses comme l'eau, les bois tropicaux (à croissance très lente) et aussi du pétrole et des minerais divers. Les actions des femmes de Via Campesina au Brésil, qui ont détruit les plantations d'eucalyptus d'Aracruz Celulosa, sont un exemple victorieux de leur rôle dirigeant dans la défense de la biosphère. Au sein de beaucoup de communautés indigènes elles jouent également un rôle central dans la défense des terres ancestrales.

- Baisse de la consommation d'énergie par l'arrêt des productions qui gaspillent, dont l'industrie de l'armement, l'industrie nucléaire, la publicité, l'expansion du transport aérien
- Relocalisation de la production, y compris de l'agriculture
- Arrêt de l'utilisation de ressources énergétiques dangereuses et expansion des énergies renouvelables
- Transports publics de bonne qualité et gratuits

Les femmes et la crise économique

La mondialisation néolibérale a augmenté considérablement le travail précaire, avec des contrats à court terme et l'extension massive du temps partiel. Au même moment, l'économie informelle s'est étendue du sud vers des régions du nord et vers des secteurs qui, avant, faisaient partie de l'économie formelle.

La majorité de ceux qui travaillent dans l'économie informelle sont des femmes et des enfants. Un à deux pour cent des populations urbaines dans le monde par exemple, essaient de survivre en triant des déchets dans les décharges. Il s'agit en majorité de femmes et d'enfants. La demande industrielle de papier recyclé, surtout en Chine, diminue déjà à cause de la récession, ce qui signifie que les prix de ces produits sont en forte baisse. Les secteurs de la population qui vivent de la collection et de la vente du papier usé se retrouvent donc dans une situation beaucoup plus difficile pour survivre.

Lors d'une récession, on voit qu'il y a une perte de travail dans le secteur informel et en même temps on voit des boulots du secteur formel se déplacer vers le secteur informel. Des industries exportatrices du sud comme le secteur du textile, qui employait beaucoup de femmes, ont connu une croissance rapide : ces dernières sept années, plus de 100.000 nouveaux emplois ont été créés en Afrique par exemple. Mais avec la crise, la demande a chuté. Aux Philippines 42.000 emplois ont été perdus en un jour dans le secteur du textile, des semi-conducteurs et de l'industrie électronique où la majorité des salariés étaient des femmes (Oxfam Report, *Paying the Price for the Economic Crisis*, mars 2009).

L'industrie manufacturière exportatrice est un secteur où les travailleurs n'ont pratiquement pas de droits, ce qui fait que la plupart des femmes qui ont perdu leur emploi dans ce secteur n'ont reçu ni prime de licenciement, ni revenu de remplacement payé par la sécurité sociale. Même là où ces droits existent légalement, les patrons ignorent leurs obligations parce qu'il n'y a pas d'organisation de salariées pour imposer l'application de ces droits.

L'expansion du microcrédit a été importante pour qu'un nombre croissant de femmes du sud acquièrent une certaine indépendance économique. Mais avec la récession, l'accès au crédit a été fortement réduit, ce qui a eu un impact négatif pour leur indépendance économique et donc sociale et politique.

La perte d'emplois dans le secteur formel causée par la crise, a eu des conséquences différentes dans plusieurs pays. L'industrie automobile – un des secteurs les plus touchés – est en majorité masculine. Dans certains endroits, en général dans des pays industrialisés du monde capitaliste avancés où la crise a déjà frappé durement, il y a eu d'importantes pertes d'emploi dans le secteur des services, secteur avec une majorité de salariées femmes. Dans d'autres pays, on peut s'attendre à ce qu'il soit touché prochainement.

Bien que les chiffres sur le taux de chômage des hommes et des femmes soient difficiles à trouver, il semble que la différence entre eux n'ait pas augmenté. Mais cela sera le cas dès le moment où la crise aura eu des conséquences plus grandes dans le secteur des services. Selon l'Oxfam, la majorité des pertes d'emplois concerne les femmes dans le sud tandis qu'aux États-Unis, leur chômage a augmenté plus vite que celui des hommes en mai 2009 (5,6% pour les femmes et 4,1% pour les hommes – Womenstake.org).

Les femmes travailleuses continuent à être victimes de discriminations lorsqu'elles sont enceintes, malgré la protection légale qui existe dans les pays capitalistes avancés. La possibilité d'une grossesse se trouve en effet derrière les discriminations contre les femmes en âge de procréer. En Grande-Bretagne il semble que cet état de fait se soit aggravé dans la récession. Voici ce qu'écrit l'Alliance contre la Discrimination lors d'une Grossesse, une coalition de plusieurs groupes qui mènent campagne sur ce problème :

« Il y a une augmentation alarmante des licenciements de femmes enceintes et de jeunes mères. Certains employeurs semblent utiliser la récession pour enfreindre la loi contre la discrimination. Avec le ralentissement économique nos organisations reçoivent un nombre croissant de coups de téléphone de femmes enceintes ou jeunes mères victimes de discrimination. Nous avons des cas concrets de femmes licenciées parce qu'elles étaient enceintes ou de mères retournant du congé maternel qui découvrent que leur emploi a disparu. »

« Avant la récession, la Commission de l'Égalité des Chances estimait déjà le nombre de licenciements de femmes enceintes à 30.000 par an et ce chiffre va probablement augmenter. Cette conséquence choquante de la récession n'est pas seulement immorale et nuit profondément à l'égalité des genres sur les lieux de travail – elle est aussi illégale. » [1]

Le premier signe visible de la crise actuelle, la crise des subprimes aux États-Unis, a particulièrement frappé les femmes – surtout les femmes de couleur. Trente-deux pour cent d'entre elles ayant un crédit hypothécaire ont un crédit subprime contre 24% des hommes ; les propriétaires de maison Afro-Américains ou Latinos ont 30% de chance en plus de recevoir un prêt à haut risque (subprime) (Ms Foundation for Women).

Le taux de pauvreté est évidemment en hausse lors d'un ralentissement économique ; les coûts des besoins de base comme la nourriture, les transports et l'énergie augmentent, tout comme le nombre de familles pauvres. Une fois qu'une famille est tombée dans la pauvreté, il lui est difficile d'en sortir. On estime que 60% des familles, dont le revenu se situe dans les 20% les plus bas, restent dans cette situation dix ans après (Ms Foundation for Women).

Quand les femmes n'ont plus de perspective d'emploi ni aujourd'hui ni dans le futur, même pas dans le secteur informel dont les rangs se gonflent de plus en plus, l'histoire nous apprend qu'elles se retournent vers celle du mariage et de l'éducation des enfants comme seule alternative acceptable. D'autres vont vendre leur corps pour maintenir un toit au-dessus de la tête de leurs enfants.

- Nationalisation des banques sous contrôle populaire, extension de la fourniture de microcrédits et augmentation des aides gouvernementales particulièrement aux femmes.
- Diminution du temps de travail par jour/semaine sans perte de salaire
- Abolition des CDD, un emploi en CDI avec tous les droits pour tous les salarié-e-s
- Contre toute discrimination sur les lieux de travail y compris les discriminations de genre, de statut marital, d'âge ou d'orientation sexuelle
- Création de nouveaux emplois ouverts aux hommes et aux femmes
- Pas de discriminations concernant les retraites et les allocations sociales

Les femmes et les Services publics

La défense des services de base – en premier lieu l'eau mais également l'électricité, le logement et les transports – sous contrôle public et à un prix abordable – de préférence gratuits – est essentielle. Les femmes ont souvent joué un rôle dirigeant dans les luttes pour défendre et élargir ces services de base, de la lutte victorieuse contre la privatisation de l'eau en Cochabamba (Bolivie) en 2000 aux luttes contre les privatisations des chemins de fer, de la culture du riz et du coton au Mali.

La crise économique à laquelle nous sommes confronté-e-s aujourd'hui, ne verra aucune pause dans les politiques néolibérales de privatisations et d'attaques contre les services publics. Ceci touche plus particulièrement les femmes qui forment la majorité des salarié-e-s dans les services publics et elles sont aussi le groupe qui dépend le plus de ces services. Les attaques contre les systèmes de santé en Europe en sont un exemple permanent. En France, on ferme les écoles maternelles publiques et gratuites pour les enfants à partir de deux ans, au profit de jardins d'éveil privés et payants ce qui entraîne des pertes d'emploi dans le secteur public et augmente le prix à payer pour la prise en charge des enfants. Au Mexique, l'externalisation par l'État d'un nombre croissant de centres pour la petite enfance au profit de managers-propriétaires a mené à un déclin sévère de la qualité du service ; le résultat le plus cruel a été la mort de 48 enfants en juin 2009 lors d'un incendie dans un centre pour enfants à Hermosillo, Sonora. Le centre était la propriété de membres de la famille d'officiels haut placés du gouvernement, il était situé sous le même toit qu'un entrepôt

de marchandises. Face à la corruption et l'impunité des responsables, l'horreur dans l'opinion a créé un mouvement qui a fait perdre le poste de gouverneur au parti dominant, mais les coupables n'ont toujours pas été jugés.

Dans les pays où l'avortement est légalisé (sous certaines conditions), les coupures dans les services de santé ont déjà des conséquences pour l'accès des femmes à l'avortement et à la contraception. Les maison d'accueil de crise (viol, violences) et d'autres services pour les femmes reçoivent moins de subventions. Sous le prétexte de nécessité économique, certains qui considèrent ces services comme des options supplémentaires et d'autres qui ne les ont jamais approuvés, seront heureux de couper les subventions pour ces projets.

Les services sociaux à la personne sont de plus en plus privatisés partout en Europe : au moins est-ce le cas en France, en Suède, en Belgique et en Grande-Bretagne. Il s'agit de travailleuses qui sont employées pour le travail à domicile (nettoyer la maison et le linge, préparer la nourriture, soins des enfants et parfois des handicapés ou des personnes âgées) dans la maison de familles aisées (organisé par l'État ou par des entreprises privées). Ces femmes travaillent parfois sur cinq postes différents avec un nombre d'heures très limité à chaque endroit et un temps de trajet parfois aussi long que celui du travail. Ces emplois ont un statut très bas, ils ont peu de protection sociale et le développement de ces services est utilisé comme argument pour réduire les services publics, en particulier dans le secteur des maison de retraite.

Les très bas salaires dans ce secteur se traduisent en pauvreté pour les femmes concernées. Et au vu des « réformes » des systèmes de sécurité sociale dans plusieurs pays, les chômeurs ont l'obligation d'accepter toute offre d'emploi sous peine de perdre leur allocation ; il devient donc de plus en plus difficile pour les salarié-e-s de refuser ces emplois tandis que les patrons peuvent disposer d'une force de travail de moins en moins coûteuse. Ces évolutions ont aussi comme résultat que les différences se creusent entre les femmes qui ont un pouvoir économique et social plus grand et qui deviennent les employeurs de celles - souvent noires ou migrantes - qui n'en ont pas.

- Pour la défense et l'expansion des services publics sous le contrôle des salarié-e-s et des utilisateurs

- Pour l'extension de services publics de la petite enfance de haute qualité

Les femmes et la migration

Le nombre total des migrant-e-s internationaux a plus que doublé dans le courant des quarante dernières années tandis que le pourcentage de la population mondiale qui est migrante, est resté assez stable. Il y a actuellement 175 millions de migrants internationaux c'est-à-dire environ 3,5% de la population mondiale. Presque la moitié sont des femmes, malgré l'idée admise que les migrants sont en majorité des hommes. Les migrations s'effectuent dans la plupart des cas vers des pays limitrophes, il y a des migrations à l'intérieur de certains pays et il y a des migrations vers d'autres continents.

L'argent qui est renvoyé à la maison par les migrants, joue un rôle crucial dans l'économie de plusieurs pays du sud. En 2008, cet argent représentait par exemple pour les Philippines, la somme de 16,4 milliards de \$ US ; en mars 2009, la somme envoyée était de 1,47 milliard \$ US. Ces renvois d'argent représentent pour sept pays d'Amérique Latine et des Caraïbes plus de 10% du P.I.B, et il est plus important que le flux de dollars des exportations les plus importantes.

Avec l'approfondissement de la crise, la migration des femmes augmentera encore pour plusieurs

raisons : elles émigrent parce qu'elles ne trouvent plus d'emploi chez elles, ou bien cet emploi n'est pas assez payé pour entretenir la famille. Au Philippines, il y a 4,5 millions de familles qui ne peuvent pas se procurer le minimum de nourriture.

Dans certains cas en effet, la majorité des migrants sont des femmes : il en est ainsi pour les migrants philippins qui sont pour 70% des femmes, employées le plus souvent au noir dans le travail domestique. Le RMPP (section Philippine de la IV Internationale) fait un travail en Europe pour organiser les Philippinas migrantes et pour essayer d'obtenir des droits pour ces travailleuses.

Comme tant d'autres femmes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, les femmes philippines sont travailleuses domestiques, elles représentent un chaînon du système de soins domestiques global. Les femmes du premier monde veulent se libérer du travail domestique et poursuivre une carrière dans la sphère publique. Elles recherchent une autre femme pour remplir les fonctions domestiques. La migration des travailleuses domestiques est donc basée sur une demande émanant de la segmentation du marché du travail selon le genre, dans les pays recevant les migrants. Les femmes des Philippines qui répondent à cette demande, ont elles-mêmes des enfants à la maison. Vu la division du travail dans les ménages, elles ne peuvent pas exiger que leur mari reprenne les tâches domestiques. En plus, souvent les maris eux-mêmes sont aussi des migrants dans le secteur du bâtiment.

La solution pour les femmes migrantes, c'est d'employer à leur tour une femme comme domestique à la maison. Dans la famille des non migrants, mais où la mère est absente, il y donc aussi une demande de soins pour les enfants. Puisque cette famille ne peut pas se payer une travailleuse à domicile, ce travail est pris en charge par la fille aînée.

Au bout de cette chaîne mondiale, la fille aînée va prendre soin de ses frères et sœurs, elle aura donc moins de temps libre pour jouer, étudier ou pour travailler en dehors de la maison. Souvent aussi, la grand-mère s'occupe des enfants de la femme émigrée. Ceci diminue la pression sur les enfants plus âgés mais signifie également que des grand-mères vivent pendant quarante ou cinquante ans avec la responsabilité de soigner et d'éduquer des enfants. Chaque femme, le long de cette chaîne, a le sentiment qu'elle fait son devoir, on se passe les coûts cachés et à la fin, on arrive chez la fille aînée dans la famille qui ne migre pas. Le travail des soins et de l'éducation des enfants diminue en valeur le long de la chaîne et à la fin il devient gratuit.

Les familles de migrants sont privées de l'affection et des soins personnels par leurs mères, celles-ci se retrouvent comme marchandise sur le marché mondial. Cette « nouvelle marchandise » est promue et soutenue par l'État. Les deux femmes présidentes des Philippines (Aquino et Arroyo) ont fait de ces migrantes, des « héroïnes » à cause du sacrifice pour leur famille et pour que la nation progresse grâce à l'argent renvoyé au pays. La présidente Arroyo a promis aux pays du Moyen-Orient d'envoyer des travailleuses à domicile, efficaces et fiables. Si les présidentes parlent de ces migrantes comme des « nouvelles héroïnes », c'est pour amadouer la détresse face à la séparation et l'exploitation.

Les femmes migrantes et leurs familles sont sacrifiées sur l'autel de la mondialisation néolibérale. Celles qui travaillent dans les ménages sont directement victimes de la crise financière globale, elles ne peuvent même pas revendiquer une prime de licenciement quand elles perdent leur travail car elles travaillent presque toujours au noir.

Un gouvernement comme celui des Philippines ignore ses propres obligations légales de protection des migrants de son pays (Republic Act 8042 - Migrant Workers and Overseas Filipino Act de 1995). Depuis 2002 par exemple, six travailleurs des Philippines, dont une femme, ont été exécutés en Arabie Saoudite, d'autres ont été condamnés à mort pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. La

violence (coups, viols, détention forcée) envers les femmes migrantes travailleuses à domicile, venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine dans les pays qui les accueillent, est bien connue.

Toutes les personnes déplacées, ne deviennent pas des travailleurs migrants. Des hommes, des femmes et des enfants sont déplacés en grand nombre à cause de guerres – y compris des guerres civiles – et par le changement climatique parce que leurs lieux de vie deviennent inhabitables. Les gens essaient d'échapper aux persécutions politiques en quittant leur pays d'origine. Des femmes fuient la violence à l'intérieur de la famille ou un mariage forcé. Beaucoup des migrants fuient en tant que réfugiés politiques en espérant obtenir un endroit de sécurité dans le pays vers lequel ils fuient. Malheureusement, la majorité d'entre eux sont traités comme des parias ou des profiteurs.

Le trafic des femmes a aussi connu une augmentation. Sa forme la plus connue, c'est le commerce pour leur exploitation sexuelle, en particulier celles en provenance de l'Europe de l'Est, d'Amérique latine, et d'Asie vers l'Europe occidentale, il s'est créé ainsi un vaste réseau de travailleuses forcées du sexe. Mais le nombre de femmes qui sont vendues à l'intérieur de leur propre pays comme esclaves domestiques augmente aussi : une recherche par des féministes péruviennes a démontré récemment que le groupe le plus important de femmes dans leur pays qui se trouvaient victime de trafic, étaient des femmes indigènes kidnappées et envoyées comme travailleuses en ville. Ceci démontre bien les inégalités croissantes à l'intérieur du pays.

Les femmes réfugiées ou victimes du trafic, ont encore moins de droits que les femmes travailleuses, émigrées. La majorité des réfugiées restent dans d'autres pays du sud. Les conditions de vie des réfugié-e-s dans les pays capitalistes avancés se sont détériorées ces dernières années avec la mise en place de mesures plus répressives en Amérique du Nord, en Europe et Australasie (?? ,) avec pour but de les exclure au maximum. Ceci a pris différentes formes : traversée des frontières plus difficile, emprisonnement d'un grand nombre – femmes enceintes et enfants de tout âge inclus – dans des conditions inhumaines et accès aux droits sociaux dans le pays « hôte » plus difficile.

Ce n'est plus seulement l'extrême droite qui a fait des réfugiés les boucs émissaires de la crise, mais aussi des politiciens des partis majoritaires. Par le vote d'une loi d'urgence en Italie en février 2009, Berlusconi a essayé de manière cynique d'accuser les réfugiés, et en particulier les Roms, de violence contre les femmes , tout en augmentant le pouvoir de l'État.

- Contre l'économie informelle

- Pour la régularisation du statut des migrants

Idéologie

La crise de civilisation est aussi le moteur de la croissance des idées réactionnaires. La politique de Berlusconi qui blâme les immigrés pour toutes les conséquences de la crise et qui utilise cela comme excuse afin d'introduire des lois fortes sécuritaires – donc anti-immigrés – en est un exemple extrême.

La religion a une emprise grandissante sur des parties de plus en plus importantes des populations et le fondamentalisme de toutes les grandes religions constitue une menace. Le corps des femmes est un terrain de lutte pour tous les fondamentalistes.

Un exemple frappant c'est la manière dont les éléments réactionnaires de l'Église Catholique d'Irlande ont utilisé la menace que le Traité de Lisbonne forcerait l'Irlande à légaliser l'avortement, pour soutenir l'opposition réactionnaire au Traité, malgré le fait que ce projet de Traité ne contient

rien sur l'avortement. Ceci a forcé l'Union Européenne à donner des garanties formelles que l'adoption du Traité ne mandaterait pas l'Irlande à légaliser l'avortement, tout comme elle a été forcée de le faire sur la question de la préservation de sa neutralité.

La collusion entre des gouvernements de droite et les hiérarchies religieuses continue à jouer de l'Italie à l'Iran, malgré les changements récents intervenus aux États-Unis. Une des conséquences de ce changement est le renversement de la politique du gouvernement Bush qui refusait aux femmes de financer des projets de formation sur les contraceptifs – et même des services d'avortement. Ceci aura potentiellement un impact positif pour les droits des femmes, plus particulièrement en Afrique. Mais le meurtre du docteur Tiller, un des rares médecins aux É.-U. qui pratiquait ouvertement des avortements tardifs, doit nous rappeler que le fondamentalisme y reste encore bien vivant.

En plus, la doctrine fondamentaliste du régime de Bush a eu un impact négatif profond sur la lutte contre le SIDA en Afrique, elle a détruit les vies de nombreuses femmes. Soixante et un pour cent des malades du SIDA en Afrique sub-saharienne sont des femmes. Dans certains pays le taux d'infection des femmes jeunes dépasse largement celui des hommes. Par exemple au Swaziland, il y a quatre fois plus de femmes entre 15 et 24 ans que d'hommes du même âge qui sont infectées. Le manque d'information sur la transmission de la maladie, la cupidité des compagnies pharmaceutiques qui a sévèrement limité l'accessibilité des antirétroviraux dans les communautés en ayant le plus besoin, sont les causes principales de ces ravages.

Au Nicaragua, en 2008, les Sandinistes ont jeté leurs principes politiques par-dessus bord concernant la question de l'avortement dans le but de gagner les élections, malgré le fait que rien n'indiquait que cela augmenterait leur nombre de votants. Ils n'ont pas simplement abandonné leur position antérieure mais ils ont également décidé de poursuivre activement le mouvement des femmes en traînant devant la justice neuf féministes connues dans le cadre d'un avortement thérapeutique effectué sur une fillette de neuf ans, victime d'un viol. Est-ce un hasard si ces féministes soutenaient la belle-fille du Président Ortega dans son action contre lui pour abus sexuels ?

La collusion entre le gouvernement de droite du PAN et le PRI, au Mexique, a permis d'introduire une législation sur le « droit à la vie » dans 13 états – rendant ainsi beaucoup plus difficile l'extension du droit à l'avortement jusqu'à 12 semaines, introduit par le PRD dans le district de la ville de Mexico. Ceci a été possible grâce au fait que cette avancée positive s'est réalisée au niveau des superstructures et pas grâce à des mobilisations de masse qui auraient pu changer les consciences en profondeur.

Le gouvernement Lula au Brésil a continué l'élaboration d'un compromis avec le Vatican jusqu'au point d'envisager la possibilité d'introduire l'éducation religieuse dans les programmes scolaires. A la fin de 2008, le président du Congrès, Arlindo Chinaglia, a créé une commission parlementaire d'enquête sur l'avortement. Elle avait comme mandat d'étudier l'institutionnalisation de la criminalisation des femmes qui défendent une loi pour l'avortement et de celles qui sont obligées d'y avoir recours. En plus, la Justice de l'État du Mato Grosso do Sul, dans la ville de Campo Grande, vient de citer devant la justice, pour avoir pratiqué des avortements, plus de 10.000 femmes en utilisant les registres médicaux d'une clinique clandestine. Environ 1.200 femmes risquent d'être poursuivies en procès.

En Afghanistan, un des trois pays au monde où les femmes meurent plus tôt que les hommes, nous avons assisté au spectacle grotesque du vote d'une loi qui légalise le viol dans le cadre du mariage et le débat sur une clause qui permettrait aux hommes d'affamer légalement leur femme si elle refuse d'avoir des contacts sexuels avec lui. C'est dans ce pays que ceux qui avaient commencé la

guerre le 11 septembre 2001, déclaraient de manière cynique qu'ils le faisaient au nom de la défense des droits des femmes. Mais le gouvernement qu'ils ont mis en place est aussi réactionnaire et dépendant des fondamentalistes islamistes que leurs prédécesseurs (qui étaient, eux aussi, une création de l'impérialisme des États-Unis).

La nouvelle constitution afghane a accepté un « code de la famille » séparé pour les populations chiites et c'est dans ce cadre que le débat actuel se déroule – dans le contexte de la préparation des élections. Comme dans autant de cas, la vie et le corps des femmes sont instrumentalisés. Les femmes afghanes se sont organisées contre cet état de fait – avec le soutien moral de féministes d'autres pays - mais ces protestations ont été vigoureusement attaquées par les fondamentalistes.

En tant que féministes, nous sommes aussi confrontées à une attaque d'une autre source : les idées post-féministes et masculinistes. En partant du point de vue que le féminisme était allé « trop loin », ces courants utilisent les théories différentialistes pour attaquer les droits individuels des femmes à l'avortement, au divorce et à la protection contre la violence.

● Séparation complète des religions et de l'État, contre l'influence religieuse dans l'élaboration des lois et dans la mise en place des ● services juridiques, de la santé et de l'éducation.

● Pour le droit à l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle.

La violence

La crise de civilisation s'accompagne d'une aliénation toujours plus profonde et donc d'une augmentation des violences à tous les niveaux de la société.

Dans la sphère privée comme dans la sphère publique les femmes sont les victimes de ces violences : tous les trois jours en France, une femme meurt par la violence conjugale. La domination masculine au travail mène à une violence physique/psychologique/sexuelle largement répandue et ce phénomène s'aggrave avec l'approfondissement de la crise.

La guerre est l'exemple le plus clair et le plus brutal (et brutalisant) de cette violence. Elle est devenue dès la fin du vingtième siècle et le début du vingt-et-unième un phénomène où il est normal que les populations civiles soient fortement touchées, et donc où les femmes et les enfants sont frappés en grand nombre.

Depuis la guerre dans les Balkans, et ensuite lors des guerres dans la région des Grands Lacs en Afrique, nous constatons l'utilisation de plus en plus fréquente du viol comme arme de guerre.

Les preuves de l'étendue des viols en Bosnie entre 1992 et 1995 par les forces serbes ont obligé le Tribunal Pénal International pour l'ancienne Yougoslavie (TPIY) à traiter ouvertement de ces abus et en 1996, et pour la première fois, le viol a été reconnu comme crime de guerre. Selon le groupe femmes Tresjevka, plus de 35.000 femmes et enfants ont été détenus dans des « camps du viol » par les Serbes. Les femmes musulmanes et croates prisonnières y ont été violées consciemment et rendues enceintes. Ceci dans le cadre d'une société patriarcale, dans laquelle les enfants héritent de l'origine ethnique du père, les « camps du viol » voulaient donc faire naître une nouvelle génération d'enfants serbes – il s'agissait véritablement d'un nettoyage ethnique par d'autres moyens.

Les mêmes horreurs ont été subies par les femmes dans la région des Grands Lacs en Afrique. Leur corps était devenu un enjeu des luttes parce que c'est à travers lui que les nouvelles générations sont produites, et dans une guerre ethnique, le but ultime c'est d'empêcher l'ennemi de se

reproduire. La violence sexuelle est devenue dans ce contexte une stratégie délibérée et efficace de la guerre dans cette région.

Les actes sexuels violents veulent brutaliser et installer la peur chez les victimes et dans la population en général, car il n'y a pas de discrimination selon l'âge, des fillettes de quelques mois et des femmes de 84 ans ont souffert des mêmes violences. Les agences de l'ONU travaillant dans l'Est de la République Démocratique du Congo estiment qu'environ 50.000 femmes y ont été violées entre 1996 et 2002 et que près de 55% des femmes ont vécu des violences sexuelles dans le conflit au sud du Kivu. On estime que 250.000 femmes ont été violées pendant le génocide ruandais.

Un rapport d'Amnesty International sur Haïti (novembre 2008) précise qu'on y constate l'émergence d'une tendance, parmi des groupes d'hommes armés, à attaquer des filles, cette tradition du viol est apparue comme une arme politique durant la rébellion qui a chassé Aristide en 2004. Les rebelles armés ont commencé à l'utiliser pour faire peur et pour punir les femmes qui avaient soutenu le gouvernement démocratique. « Parmi les bandes de criminels, le viol est devenu une pratique courante » nous dit le rapport. Sur les 105 cas rapportés en novembre 2008, 55 % concernaient des filles de moins de 18 ans. En 2007, on en a signalé 238, dont 140 sur des filles qui étaient âgées de 19 mois à 18 ans. Et tout ceci se passe malgré la présence de troupes onusiennes depuis 2004.

Les femmes en Palestine, et plus particulièrement à Gaza, continuent à souffrir à cause de l'occupation israélienne. Des femmes enceintes, qui sont sur le point d'accoucher ou qui ont besoin de soins médicaux à des stades ultérieurs de leur grossesse, rencontrent souvent le refus du passage à travers les check points vers Israël, et les hôpitaux de Gaza ne reçoivent pas les fournitures médicales nécessaires, même si ces dernières sont apportées par des convois humanitaires. D'innombrables femmes ont fait des fausses couches ou sont mortes dans cette barbarie. Pendant les bombardements sur Gaza au début 2009, 192 femmes ont trouvé la mort. Et l'état de siège continue à avoir des conséquences très négatives sur toute la société, y compris sur la santé physique et mentale des femmes et des enfants.

Dans d'autres endroits, nous voyons les conséquences de la militarisation rampante des sociétés, ce qui mène à une criminalisation de plus en plus grande de la société civile et à une répression violente par l'appareil d'état. La violence sexuelle, y compris le viol, est utilisée de plus en plus comme instrument. En 2006, la police a lancé à Atenco(Mexique) une attaque violente contre les mouvements sociaux, causant deux morts, et des attaques sexuelles contre 26 femmes. La guerre contre la drogue, surtout en Amérique latine, et la guerre contre le terrorisme sont ici les deux faces d'une même médaille.

Nous avons aussi vu les terribles tortures sexuelles pratiquées par les troupes US - y compris par des femmes - à Abu Graïb et Guantanamo. Ces abus contre des détenus mâles, supposés être croyants, ont clairement l'intention d'humilier les victimes et de les attaquer physiquement.

Nous voyons ensuite que les préjugés - le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et le sexisme qui avaient reculé grâce aux acquis des mouvements - augmentent de nouveau avec en plus la montée de l'islamophobie. Ces préjugés s'expriment de façon plus violente comme on peut le constater dans le nombre grandissant de meurtres pour ces motifs.

Dans le cas des femmes, il y a le phénomène du féminicide, qui est apparu pour la première fois dans la ville de Juárez City (État de Chihuahua au Mexique) au début des années 1990 et qui continue jusqu'à ce jour. Il est devenu clair lorsque les femmes se sont organisées et ont réagi contre ce problème, que des centaines de femmes sont tuées simplement parce qu'elles sont femmes, et cette situation n'est pas limitée à cette seule ville mexicaine. Le phénomène est présent dans tout le territoire national du Mexique ainsi que dans d'autres pays d'Amérique Latine comme le Guatemala,

le Salvador, le Honduras, le Costa Rica, le Chili, l'Argentine et aussi l'Espagne. Il faut comprendre le féminicide comme l'extension (il)logique et la normalisation des autres formes de violence contre les femmes. Comme d'autres crimes semblables, ils sont perpétrés par des hommes qui ont différents types de relations avec les victimes.

● Pour des systèmes de soutien et d'aide aux femmes victimes ou victimes potentielles de violences, des centres de femmes, le droit à un logement indépendant et aux allocations sociales, une formation adaptée pour les travailleurs sociaux, la police et la justice.

Notes

[1] <http://www.fawcettsociety.org.uk/documents/AllianceAgainstPregnancyDiscrimination.pdf>